

Uragold Bay

resources

Ressources de la Baie d'Uragold Inc.

Rapport de gestion

31 décembre 2014

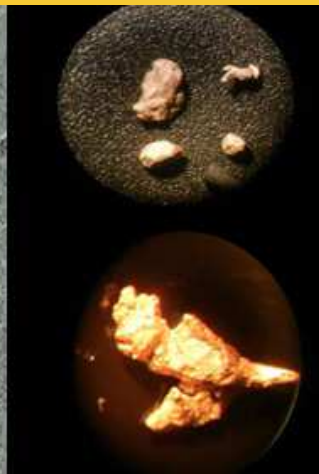


Table des matières

| | |
|--|---------|
| Introduction | 1 |
| Énoncés prospectifs..... | 1 - 2 |
| Nature des activités | 2 |
| Points saillants pour l'exercice financier de 2014..... | 2 - 3 |
| Activités d'exploration..... | 3 |
| Les propriétés de la société | 3 |
| Beauce Placer..... | 3 - 4 |
| Bellechasse-Timmins Gold..... | 5 |
| MacDonald Till | 5 |
| Silice..... | 6 |
| Dépenses d'exploitation et d'évaluation..... | 7 - 8 |
| Information financière sélectionnée pour l'intermédiaire 2014..... | 9 |
| Discussion sur l'information financière intermédiaire sélectionnée | 9 - 10 |
| Information financière sélectionnée pour l'exercice de 2014..... | 10 |
| Discussion sur l'information financière pour l'exercice de 2014 | 11 - 12 |
| Engagements financiers, éventualités et événements subséquents | 13 - 14 |
| Estimations comptables critiques..... | 14 |
| Conventions comptables futures | 15 |
| Contrôles et procédures de communication de l'information..... | 15 |
| Instrument financier | 15 |
| Information sur les capitaux propres..... | 15 |
| Transaction avec partie liées..... | 16 |
| Rapport de la direction sur le contrôle interne de l'information financière..... | 16 |
| Facteurs de risque | 16 - 17 |

INTRODUCTION

Ce présent rapport de gestion (« RG ») a été préparé en date du 29 avril 2015 et devrait être lu de concert avec les états financiers audités de Ressources de la Baie d'Uragold Inc. (« Uragold », « la société », ou « UBR »), pour l'année terminée le 31 décembre 2014. Les notes mentionnées dans ce présent rapport se réfèrent aux notes des états financiers. Les états financiers audités de la société sont présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

Les états financiers au 31 décembre 2014 ont été audités par les l'auditeurs.

Les états financiers n'ont pas subi les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter aux valeurs comptables des actifs et des passifs, aux produits et aux charges présentés et au classement utilisé dans l'état de la situation financière si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation ne convenait pas. Ces ajustements éventuels pourraient être significatifs.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 5 décrit les domaines particulièrement complexes exigeant un jugement éclairé ainsi que ceux où les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers.

La société a été constituée le 20 décembre 1996 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Les actions de la société font partie de la catégorie « sociétés émergentes » et se négocient à la Bourse de croissance TSX (TSX-V) sous le symbole UBR. Le siège social, qui est aussi l'établissement principal de la société, est situé au 3000, rue Omer-Lavallée, bureau 306, Montréal, Québec, Canada.

La société présente régulièrement des renseignements supplémentaires sur ses activités, lesquels sont déposés sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) au Canada, à l'adresse www.sedar.com

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des « énoncés prospectifs », qui comprennent certains risques et incertitudes, lesquels sont identifiés dans les dépôts réguliers faits par la société auprès des autorités réglementaires canadiennes. Il n'y a aucune garantie que ces énoncés se révéleront exacts et les résultats réels, ainsi que les événements futurs, pourraient varier de façon importante et contredire ceux anticipés dans ces énoncés.

Les énoncés prospectifs sont influencés par une variété de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient significativement modifier les résultats ou événements actuels. Quand ils sont utilisés dans ce document, les mots tels que « pourrait », « planifier », « estimer », « intention », « pouvoir », « potentiel », « devoir » (doit) et les expressions similaires sont des énoncés prospectifs. Même si la société croit que les expectatives indiquées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, ces énoncés contiennent des risques et des incertitudes et il n'y a aucune assurance donnée par la société que les résultats envisagés seront le reflet de ces énoncés prospectifs.

Plusieurs risques existent pouvant rendre erronés ces énoncés prospectifs, notamment la variation du prix du marché des métaux, les fluctuations des cours de change des devises étrangères et des taux d'intérêts, des réserves sous ou sur estimées, les risques pour l'environnement (réglementation plus exhaustive), des situations géologiques imprévues, des conditions défavorables à l'extraction, les changements de réglementation et de politiques gouvernementales, le défaut d'obtenir les permis nécessaires et les approbations des instances gouvernementales, ou tout autre risque lié à l'exploration et au développement.

La capacité de la société de poursuivre ces activités dépend de l'obtention de nouveaux financements nécessaires à la poursuite de l'exploration de ses propriétés minières et du soutien continu des fournisseurs et créiteurs. Même si la société a réussi à financer ses programmes d'exploration dans le passé, rien ne garantit qu'elle réussira à obtenir d'autres financements dans l'avenir.

La société prend engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs et d'en informer les actionnaires si des circonstances, estimations ou opinions de la direction doivent être changés.

NATURE DES ACTIVITÉS

Les objectifs de la société consistent en la recherche et la découverte de propriétés minières de diverses envergures pouvant l'amener à une exploitation commerciale viable.

La société n'a pas encore déterminé si les biens miniers qu'elle explore renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des biens miniers dépend de la capacité d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ces biens et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des biens.

POINTS SAILLANTS DE L'EXERCICE FINANCIER DE 2014

- Le 29 décembre 2014, la société a procédé par placement privé à une levée de fonds de 541 750\$.
- Durant le dernier intermédiaire de 2014, la société c'est entendu avec le détenteur de la royauté de 3,5 % NSR sur la propriété Beauce Placer (Le Rang Chaussegros) pour le rachat celle-ci à un prix de 50 000 \$.
- En décembre 2014, la société a reçu les résultats d'analyse de 20 échantillons de quartz (SiO₂) de Activatonlabs sur la propriété Roncevaux.
- Durant le dernier intermédiaire de 2014, la société a acquis par jalonnement 2 claims (Projet Lac Malbaie) dans la région de Charlevoix au Québec. Les claims sont situés au nord de la mine de silice opérée par Sitec.
- Le 8 octobre 2014, la société a signé une entente définitive avec Fancamp Exploration Ltd. pour l'acquisition de 29 claims situés dans la municipalité de Saint-Simon-les-Mines dans la région de la Beauce au Québec. À la suite de l'approbation des autorités réglementaires, le 22 janvier 2015, la société a émis 8 M d'unités (pour une valeur totale de 591 762 \$).
- En novembre 2014, la société a procédé à un règlement d'une dette fournisseur de 14 124 \$ par l'émission de 282 500 actions ordinaires.
- Durant le troisième intermédiaire de 2014, la société a conclu une entente avec AGORA Internet Relations Corp. (AGORACOM), en vertu de laquelle, la société a procédé à une première émission d'actions en paiement des services rendus par AGORACOM jusqu'au 15 octobre 2014 pour une valeur de 12 500 \$ plus TVH. Les services fournis par AGORACOM étant la publicité en ligne, le marketing et les autres services de publicité inhérents. Aux termes de l'entente. Le nombre d'actions à émettre à la fin de chaque période sera déterminé en utilisant le cours de clôture des actions, à la bourse de croissance TSX, le jour de l'émission du communiqué annonçant tel paiement. L'entente est de 12 mois commençant le 15 juillet 2014, et les services totalisant 50 000 \$ doivent être payés par la société au moyen de paiement trimestriels de 12 500 \$ plus TVH.

POINTS SAILLANTS L'EXERCICE FINANCIER DE 2014 (suite)

- Depuis juillet 2014, les actions de la société se transigent à la bourse de Frankfurt en Allemagne (Frankfurt Stock Exchange FWB) sous le symbol UGE. Le numéro d'indification d'Uragold (international securities identification number) (ISIN) est CA91689A2039, et son Cusip Allemagne est le WKN A1J2LV.
- Durant le deuxième intermédiaire de 2014, la société a acquis par jalonnement 12 propriété de silice qui totalisent 37 claims au Québec. La société a effectué un programme d'exploration sur 5 des propriétés durant l'année fiscale. L'objectif des programmes étant la recherche de dépôts de quartz de haute pureté pour la transformation en silice métal et de sable de silice
- Le 30 juin 2014, la société a prorogé l'échéance du billet de 180 000 \$, qui est relié à l'achat de terrain en Beauce, jusqu'au 6 février 2016 et a signé un nouveau billet d'un montant de 50 000 \$ selon les mêmes modalités.
- Durant le troisième intermédiaire de 2014, la société a procédé par placement privé à une levée de fonds de 200 000\$.
- La société a signé une entente d'option et de partenariat avec la société Golden Hope Mines Limited (GNH), visant l'acquisition d'un intérêt de 50 % dans la propriété Bellechasse-Timmins Gold.
- Durant le premier intermédiaire de 2014, la société a reçu de l'INRS les résultats des analyses des grains d'or récupérés en juillet 2013 dans le cadre du programme d'évaluation des sols et graviers sur la propriété de Beauce Placer.
- Au 31 décembre 2014, la société disposait de 54 335 \$ de trésorerie, de 13 788 \$ en taxes sur les produits et services à recevoir, de 49 750 \$ pour des crédits d'impôt à recevoir, de 2 958 \$ en frais payés d'avance, de 63 800 \$ d'avances aux dirigeants, sans intérêt, de 75 390 \$ d'avances à une société, 1 % (taux effectif de 3 % et valeur nominale de 80 000 \$) et de 221 458 \$ d'avances aux administrateurs, dirigeants et à des sociétés détenues par un administrateur ou un dirigeant.
- Pour notre exercice financier finissant le 31 décembre 2014, la société a effectué pour 151 607 \$ de travaux d'exploration sur ses propriétés.

ACTIVITÉS D'EXPLORATION

• LES PROPRIÉTÉS DE LA SOCIÉTÉ

PROJET : BEAUCE PLACER

- Durant le dernier trimestre de 2014, la société c'est entendu avec le détenteur de la royauté de 3,5 % NSR sur la propriété Beauce Placer (Le Rang Chaussegros) pour le rachat celle-ci à un prix de 50 000 \$.
- Le 8 octobre 2014, la société a signé une entente définitive avec Fancamp Exploration Ltd. pour l'acquisition de 29 claims situés dans la municipalité de Saint-Simon-les-Mines dans la région de la Beauce au Québec. À la suite de l'approbation des autorités réglementaires, le 22 janvier 2015, la société a émis 8 M d'unités (pour une valeur totale de 591 762 \$).

PROJET : BEAUCE PLACER (suite)

- Durant le premier intermédiaire de 2014, la société a reçu de l'INRS le résultat des analyses des grains d'or récupérés en juillet 2013 au cours du programme d'évaluation des sols et graviers. Les grains d'or ont été analysés au SEM (Scanning Electron Microscopy) et au EMP (Electromagnetic Pulse). Les grains sont souvent constitués d'or à très grande pureté. Des oxydes de fer sont aussi présents en fines inclusions. Une des plus grosses particules aurifères étudiée montre des textures de déformation en cisaillement suggérant que l'or souche était présente dans la roche avant la dernière phase de déformation des roches. Cette observation revêt une grande importance pour la recherche de la provenance de l'or.
- Au cours de l'exercice finissant le 31 décembre 2014, les dépenses d'exploration reportées (avant crédits à l'exploration et droits miniers) sont essentiellement des charges reliées à des travaux relatifs à la réalisation du programme d'échantillonnage en vrac.
- Au cours de l'année financière 2013, la société a reçu un certificat d'autorisation du MDDEP (Ministère du Développement durable de l'Environnement et des Parcs) et aussi l'autorisation du CTPAQ (Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec) lui permettant d'effectuer un programme d'échantillonnage en vrac de 9 000 m³. La société a complété avec succès des tests opérationnels utilisant un équipement similaire aux équipements requis pour le programme d'échantillonnage. L'objectif était de tester un équipement utilisé pour l'extraction de divers types de matériaux dont l'agrégat inclus dans le gisement aurifère. Ce procédé a permis d'évaluer le potentiel de ce matériel comme sous-produit. De plus, avec cette méthode d'extraction, une quantité d'or a été récupérée par gravimétrie dans des zones stériles.
- La société a annoncé les résultats préliminaires des travaux de tomographie géoélectrique effectués par l'INRS (Institut national de la recherche scientifique). Les levés réalisés en mode de résistivité électrique ont permis de déterminer la variabilité de l'épaisseur des dépôts quaternaires et de préciser la stratigraphie du placer. Ces données permettent de localiser les secteurs n'ayant pas été perturbés par l'exploitation du placer dans les années 60.
- Durant l'année financière 2012, la société a reçu des résultats d'exploration additionnelle qui suggèrent une source locale dans la roche de fonds pour le dépôt placer. Suite à la révision de ces résultats d'exploration, les géologues ont recommandé d'effectuer un programme d'échantillonnage en vrac de 9 000 m³. La société a mandaté la firme d'ingénieurs WSP Canada Inc. qui a été soumise au MDDEP (Ministère du Développement durable de l'Environnement et des Parcs) pour l'obtention du permis relatif à ce programme.
- Lors du dépôt de l'étude, la société a entamé des discussions avec le MRN (Ministère des Ressources naturelles) dans le but d'obtenir un bail minier sous conditions de déposer un rapport du potentiel économique dressé par un géologue reconnu, d'arpenter le terrain selon les normes en vigueur et de déposer un plan pour la restauration du gîte minier.
- Le 13 novembre 2012, la société a complété l'acquisition de 7 lots immobiliers situés à St-Simon-Les-Mines, au Québec, pour un prix de 150 000 \$ de la société Lithium One Resources de Toronto, dont deux ces lots se situent sur la propriété.
- Depuis le 5 décembre 2011, la société détient un intérêt de 100 % dans cette concession et elle est assujettie à une royauté de 3,5 % NSR. Durant le dernier trimestre de 2014, la société c'est entendu avec le détenteur de la royauté pour son rachat à un prix de 50 000 \$.

PROJET: GOLDEN HOPE - OPTION MINE BELLECHASSE-TIMMINS

- La signature d'une entente d'option et de partenariat avec Golden Hope Mines («GNH») vise à développer la production du gisement aurifère. La propriété est située dans la région de la Beauce (au Québec), à 50 km au nord-est de notre projet Beauce Placer.
- Selon le rapport 43-101 relatif à cette propriété, les ressources sont estimées à 415 900 onces d'or composées de 313 900 onces d'or (2,9 millions de tonnes ayant une teneur de 3,36 g / t Au) et 102 000 onces d'or (2,17 millions de tonnes ayant une teneur de 1,46 g / t Au). De nombreux échantillonnages en vrac révèlent de vastes zones de minéralisation sur une surface moyenne de 3 g / t. D'importants échantillonnages prélevés possèdent jusqu'à 10 g / t d'or (Tranché 09A).
- La société croit qu'il est possible de développer une petite exploitation minière de surface sur cette propriété située dans la formation géologique « Groupe de Magog », laquelle possède une très grande similitude avec notre projet Beauce Placer. Ces deux propriétés ont des dépôts de type "pépites" et ces deux projets pourraient être génétiquement liés.
- En échange d'une participation indivis de 30 %, devant être obtenu dans un délai de 18 mois suivant la date de la signature, la société doit obtenir tous les permis nécessaires, les autorisations et la documentation associée pour la mise en production. Il était aussi prévu que la société devra verser à « GNH » la somme de 100 000 \$ payable en 3 versements; 66 000 \$ ont déjà été payés et 34 000 \$ étaient payables au plus tard le 9 octobre 2014, mais a été effectué le 8 avril 2015.
- Dans les 120 jours suivant l'exécution de la première option, la société pourra acquérir un intérêt additionnel de 20 %, par l'obtention d'un financement pour le démarrage de la production commerciale, ce qui portera la détention de la société à 50% du projet. Par la suite, les deux sociétés vont former un joint-venture (JV) afin d'exploiter le projet dont l'opérateur sera la société. Les deux parties auront alors un intérêt égal de 50% dans les résultats nets d'exploitation du projet.
- La société a effectué une révision des données aurifères afin de valider ces ressources.
- La société mandatera une firme d'ingénieur minier qualifiée afin de d'effectuer une évaluation économique préliminaire («EEP») et divers rapports se référant à cette évaluation.
- Un audit environnemental conformément à la directive 19 de l'article 22 de la « Loi sur la Qualité de l'environnement » sera effectué par un consultant indépendant et qualifié, qui doit inclure une étude de l'impact environnemental des activités minières et le certificat d'autorisation ("CA") de la municipalité de Saint-Magloire.

PROJET : MACDONALD TILL

- Durant notre exercice financier de 2014, la société a radié les actifs d'exploration et d'évaluation pour un montant total de 786 277 \$.

PROJET : SILICE

- Durant la dernier trimestre de 2014, la société a reçu les résultats d'analyse de 20 échantillons de quartz (SiO₂) de Activatonlabs de la propriété Roncevaux. Les résultats varient entre 99.37% et de 99.86%. La moyenne des résultats obtenue est de 99.65% pour le SiO₂ et pour les impuretés voici le détail suivant:
 - Al₂O₃ la moyenne est de 0.14 % et se situe entre <0.01 % à 0.29 %.
 - Fe₂O₃ la moyenne est de 0.02 % et se situe entre 0.01 % à 0.08 %.
 - Co₃O₄ la moyenne est plus petit que 0.005 %.
 - CuO la moyenne est plus petit que 0.005 %.
 - MnO la moyenne est plus petit que 0.001 %, .
 - NiO la moyenne pour 15 échantillons est plus petit que 0.003 % et se situe entre 0.003 % à 0.012 %.
 - MgO la moyenne est plus petit que 0.01 %.
 - CaO la moyenne de 18 échantillons est plus petit que 0.01 %.
 - Na₂O la moyenne est plus petit que 0.01 %.
 - K₂O la moyenne de 8 échantillons est plus petit que 0.01 %.
 - TiO₂ la moyenne de 9 échantillons est plus petit que 0.01 %.
- Durant la troisième trimestre de 2014, la société a acquis la propriété Lac Malbaie par jalonnement 2 claims dans le secteur de la Galette dans la région de Charlevoix au Québec. Les claims sont situés au nord de la mine de silice opérée par Sitec.
- Au cours de l'été de 2014, la société a effectué des travaux de reconnaissance et d'échantillonnage sur les propriétés de Drucourt et Roncevaux, Sur chacune de ces propriétés, la société a ramassé 10 échantillons de quartz et de quartzite d'un poids d'environ 13 kilogrammes chacune. Les échantillons ont été envoyés à l'INRS (Institut National de la Recherche Scientifique) pour le traitement préparatoire et de pré-analyse pour le laboratoire.
- Durant le deuxième trimestre de 2014, la société a acquis par jalonnement 12 propriétés de silice qui totalise 37 claims au Québec. La société effectuera un programme d'exploration visant la recherche de dépôts de quartz de haute pureté pour la transformation en silice métal et de sable de silice.

| Propriété | Région | SiO ₂ |
|------------------|-------------------|---------------------------------------|
| Drucourt | Charlevoix | Estimé historique de 300 000 tonnes |
| Gendron | Outaouais | Estimé historique de 414700 tonnes |
| Roncevaux | Gaspésie | Estimé historique de 1 092 000 tonnes |
| Martinville | Eastern Townships | Échantillon d'une veine à 99.74 % |
| Malvina | Eastern Townships | Échantillon d'une veine à 99.60 % |
| Bouffard | Eastern Townships | Échantillon d'une veine à 99.80 % |
| Turgeon | Eastern Townships | Affleurement de quartz |
| Broughton | Eastern Townships | Ancienne mine de quartz |
| Beaudoin Mine | Eastern Townships | Ancienne mine de quartz |
| Bourque Mine | Eastern Townships | Ancienne mine de quartz |
| Montpetit Quarry | Hemmingford | Affleurement de quartz |
| St-Gedeon | Beauce | Estimé historique de 300 000 tonnes |

DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

Les dépenses d'exploration reportées (avant crédits à l'exploration et droits miniers) pour l'exercice finissant le 31 décembre 2014 se sont élevées à 151 607 \$, comparativement à 117 282 \$ pour la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 34 325 \$. Pour le dernier intermédiaire de l'exercice, les dépenses ont été de 75 853 \$ comparativement à 22 881 \$ soit une augmentation de 52 972 \$. Les dépenses sont des charges reliées à la préparation du programme d'échantillonnage de la concession Beauce Placer, l'option Gold-Hope et aussi à un programme d'échantillonnage sur des propriétés de quartz.

L'objectif de la société pour les exercices financier de 2015 et 2016 est de finaliser le programme d'échantillonnage de masse (bulk) de notre projet Beauce Placer. Sur la propriété de Bellechasse-Timmins Gold, nous procéderons à l'élaboration d'un plan d'action détaillé, en tenant compte des éléments énumérés dans la convention d'option de partenariat. De plus, au début de notre dernier intermédiaire, la société a signé une entente définitive en ce qui regarde l'acquisition des claims de la société Fancamp (l'approbation des autorités réglementaires a été obtenue au début de l'année 2015) qui sont contigu à notre projet Beauce Placer. Nous allons effectuer divers travaux d'exploration qui pourra nous permettre d'avoir une meilleure connaissance géologique de ses claims et aussi avoir une incidence sur le potentielle globale de notre projet Beauce Placer. Pour les propriétés de silice, nous élaborons un programme d'exploration ayant comme objectif de délimité une ressource économique viable sur au moins une de ses propriétés. Durant cette période, la société continue d'étudier divers scénario relativement sur ce produit et ses dérivés.

DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (suite)

Voici une analyse détaillée des coûts et des frais d'exploration et d'évaluation pour la période se terminant le 31 décembre 2014, ainsi que celui de la période comparative aux données de 2013.

Pour l'intermédiaire terminé le 31 décembre 2014 et 2013

| | Pour la période intermédiaire finissant le 31 décembre | | Exercice financier terminé le 31 décembre | |
|---|---|------------------|--|------------------|
| | 2014 \$ | 2013 \$ | 2014 \$ | 2013 \$ |
| Solde au début | 797 701 | 1 214 295 | 1 194 385 | 1 151 278 |
| Ajouter: | | | | |
| Géologie | 71 000 | 15 912 | 98 014 | 15 912 |
| Transport | 326 | - | 326 | 3 000 |
| Location et entretien d'équipement | - | 1 574 | - | 7 684 |
| Analyses | 2 253 | - | 2 253 | 10 350 |
| Supervision et rapports | (1) | 3 124 | 36 850 | 68 321 |
| Hébergement | 2 275 | - | 7 700 | - |
| Frais de gestion | - | 2 271 | 6 464 | 12 015 |
| | <u>75 853</u> | <u>22 881</u> | <u>151 607</u> | <u>117 282</u> |
| Solde avant crédits | <u>873 554</u> | <u>1 237 176</u> | <u>1 345 992</u> | <u>1 268 560</u> |
| Crédits à l'exploration et droits miniers | <u>(35 889)</u> | <u>9 236</u> | <u>(47 669)</u> | <u>(22 148)</u> |
| | 837 665 | 1 246 412 | 1 298 323 | 1 246 412 |
| Moins : Radiation | - | 52 027 | 460 658 | 52 027 |
| Solde à la fin | <u>837 665</u> | <u>1 194 385</u> | <u>837 665</u> | <u>1 194 385</u> |

INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE DE L'INTERMÉDIAIRE

Le tableau suivant présente l'information financière sélectionnée pour les huit derniers intermédiaires.

| Intermédiaire finissant le: | Exercice financier 2014 | | | | Exercice financier 2013 | | | |
|--|-------------------------|-----------|-----------|-----------|-------------------------|-----------|-----------|-----------|
| | 31/12/14 | 30/09/14 | 30/06/14 | 31/03/14 | 31/12/13 | 30/09/13 | 30/06/13 | 31/03/13 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Frais opérationnels | 300 614 | 977 882 | 195 579 | 154 067 | 400 926 | 236 276 | 195 357 | 169 263 |
| Perte globale | 313 562 | 996 450 | 238 572 | 125 839 | 632 111 | (327 381) | 218 186 | 156 841 |
| Résultats de base et diluée par action | (0.01) | (0.02) | 0.00 | 0,00 | 0.01 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Actif courant | 481 479 | 100 548 | 135 967 | 374 591 | 649 964 | 1 027 528 | 458 471 | 496 625 |
| Actif total | 1 751 918 | 1 325 978 | 2 116 164 | 2 291 442 | 2 509 503 | 3 050 561 | 2 430 163 | 2 453 374 |
| Passif courant | 273 206 | 170 947 | 132 822 | 735 925 | 828 147 | 737 582 | 832 990 | 704 757 |
| Passif non-courant | 727 818 | 638 555 | 582 397 | - | - | - | - | - |
| Capitaux propres | 750 894 | 516 476 | 1 400 945 | 1 555 517 | 1 681 356 | 2 312 979 | 1 597 173 | 1 748 617 |

DISCUSSION SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE DE L'INTERMÉDIAIRE SÉLECTIONNÉE

- **Performance globale**

Pour le dernier intermédiaire de l'exercice financier de 2014, la société a connu une diminution de ses pertes globales de 318 549 \$ (50%) (313 562 \$ contre 632 111 \$), alors que les frais opérationnels ont diminué de 100 312 \$ (ou 25 %) (300 614 \$ contre 400 926 \$), tandis qu'au cours des sept derniers intermédiaires, leur moyenne s'établissait respectivement à 291 517 \$ et 332 764 \$.

- **État du résultats global**

La diminution des pertes globales de 318 549 \$ (ou 50 %) (313 562 \$ contre 632 111 \$) en comparaison à la période correspondante de l'année 2013 est principalement attribuable à la radiation d'actifs d'exploration et d'évaluation des propriétés de 169 437 \$ en 2013 (0 \$ contre 169 437 \$), ainsi que de la variation de la juste valeur des titres négociables d'une société d'exploration minière cotée de 192 722 \$ (760 \$ contre 193 482 \$). Cette diminution a été réduite par une augmentation de nos autres charges opérationnelles de 95 609 \$. Il y a eu aussi une diminution des salaires et charges au titre du personnel de 30 814 \$.

La diminution des frais opérationnels de 100 312 \$ (ou 25 %) (300 614 \$ contre 400 926 \$) par rapport à l'exercice précédente est attribuable principalement à la radiation d'actifs d'exploration et d'évaluation de 169 437 \$ en 2013 mais compensée par une augmentation d'autres charges opérationnelles de 95 609 \$, Les salaires et charges au titre du personnel ont une diminution de 30 814 \$ (ou 25%) (91 542 \$ versus 122 356 \$). Cette diminution de la rémunération du personnel est attribuable principalement à la variation de la valeur actualisée de dus aux dirigeants et administrateurs ainsi qu'aux prêts. Il y a aussi un montant de 107 456 \$ qui est inclus dans les salaires et charges au titre du personnel et qui n'a pas été versé mais inclus dans les dus aux administrateurs, dirigeants et à une société détenue par un administrateur. Il y a une augmentation des autres charges opérationnelles de 95 609 \$ (ou 88%) (204 626 \$ versus 109 017 \$). Cet écart s'explique principalement par une augmentation des honoraires professionnels de 88 148 \$ (ou 134%) (153 729 \$ contre 65 581 \$)

La diminution des autres revenus de 218 237 \$ (perte de 12 948 \$ contre 231 185 \$) par rapport à l'exercice précédente est attribuable principalement à la variation de la juste valeur des titres négociables détenus d'une société d'exploration minière cotée d'un montant.

INFORMATION FINANCIÈRE SELECTIONNÉE POUR L'EXERCICE DE 2014

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les périodes de 2014, 2013, 2012 et 2011.

| | FISCAL 2014 | FISCAL 2013 | FISCAL 2012(1) | FISCAL 2011(1) |
|--|------------------------|--------------------|-----------------------|---------------------------|
| | 31/12/14 | 31/12/13 | 31/12/12 | 31/12/11 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Frais opérationnels | 1 628 142 | 1 001 822 | 856 737 | 744 170 |
| Perte global | 1 674 423 | 679 757 | 729 722 | 724 181 |
| Résultats de base et diluée par action (1) | 0,03 | 0,01 | 0,02 | 0,02 |
| Actif courant | 481 479 | 649 964 | 529 117 | 375 476 |
| Actif total | 1 751 918 | 2 509 503 | 2 484 733 | 2 197 229 |
| Passif courant | 273 206 | 828 147 | 695 368 | 431 443 |
| Passif non courant | 727 818 | - | - | - |
| Capitaux propres | 750 894 | 1 681 356 | 1 765 786 | 1 862 654 |

(1) Les montants par action pour les exercices 2012 et 2011 ont été ajustés afin de refléter le regroupement d'actions à raison de 4 pour 1 réalisé au cours de l'exercice de 2012.

DISCUSSION SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE L'EXERCICE DE 2014

- **Performance globale**

Pour l'exercice financier de 2014 comparativement à la période de 2013, la société a connu une augmentation de ses pertes globales de 994 666 \$ (ou 146 %) (1 674 423 \$ contre 679 757 \$), alors que les frais opérationnels ont augmenté de 626 320 \$ (ou 63 %) (1 628 142 \$ contre 1 001 822 \$), tandis qu'au cours des trois derniers exercices, leur moyenne s'établissait respectivement à 711 220 \$ et 867 576 \$.

- **État du résultats global**

L'augmentation des frais opérationnels de 626 320 \$ (ou 63 %) (1 628 142 \$ contre 1 001 822 \$) par rapport à l'exercice précédente est attribuable principalement à la radiation d'actifs d'exploration et d'évaluation de 786 227 \$ aussi d'un montant 90 777 \$ attribuable aux autres charges opérationnelles mais compenser par une diminution des salaires et charges au titre du personnel de 81 109 \$. Les salaires et charges au titre du personnel ont une diminution de 81 109 \$ (ou 16%) (419 742 \$ versus 500 851 \$). Au cours de cet exercice, la société n'a octroyé aucune option par rapport à la période correspondante de 2013 ce qui représente un montant de 42 434\$. Il y a un aussi montant de 242 707 \$ qui est inclus dans les salaires et charges au titre du personnel et qui n'a pas été versé mais inclus dans les dus aux administrateurs, dirigeants et à une société détenue par un administrateur. Il y a une augmentation des autres charges opérationnelles de 90 777 \$ (ou 27 %) (421 845 \$ versus 331 068 \$). Cette augmentation s'explique principalement par la recherche de financement pour nos projets d'exploration.

La diminution des autres revenus de 368 346 \$ (perte de 46 281 \$ contre gain de 322 065 \$) par rapport à l'exercice précédent est attribuable principalement à la variation de la juste valeur des titres négociables détenus d'une société d'exploration minière cotée d'un montant 474 708 \$. Il y a eu un gain sur règlement de dettes 101 457 \$ relatif à une créance sur les services rendus par un dirigeant.

- **Ressources financières**

Au 31 décembre 2014, la société avait un fonds de roulement de 208 273 \$ (versus insuffisance de 178 183 \$ au 31 décembre 2013). Le total des actifs courant au montant de 481 479 \$ est constitué des éléments suivants : trésorerie de 54 335 \$ (28 159 \$ au 31 décembre 2013), aucun titres négociables d'une société d'exploration minière cotée (571 255 \$ au 31 décembre 2013), taxes sur les produits et service à recevoir de 13 788 \$ (31 778 \$ au 31 décembre 2013), crédits d'impôt à recevoir de 49 750 \$ (18 557 \$ au 31 décembre 2013), des frais payés d'avance de 2 958 \$ (215 \$ au 31 décembre 2013), des avances aux dirigeants de 63 800 \$, un prêts à une société de 75 390 \$ ainsi que des prêts aux administrateurs, dirigeants et à des sociétés détenues par un administrateur ou un dirigeant de 221 458 \$.

Le total des passifs courant qui est de 273 206 \$ (828 147 \$ au 31 décembre 2013) comprenait seulement des dettes fournisseurs et autres créditeurs de 273 206 \$ (261 138 \$ au 31 décembre 2013). Les passifs non courant de 727 818 \$ sont des dus aux administrateurs dirigeants, et à une société détenue par un administrateur de 497 818 \$ ainsi des billets à payer de 230 000 \$.

DISCUSSION SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE L'EXERCICE DE 2014 (suite)

- **Situation de trésorerie**

Au 31 décembre 2014, la société détenait un fonds de trésorerie de 54 335 \$ comparativement à 28 159 \$ au 31 décembre 2013.

Le flux de trésorerie utilisé pour les activités opérationnelles sont de 891 590 \$ (723 715 \$ au 31 décembre 2013) est constitué principalement de la perte de l'exercice de 1 674 423 \$ (679 757 \$ au 31 décembre 2013), d'une diminution du fonds de roulement de 37 428 \$ (augmentation de 84 401 \$ au 31 décembre 2013). Les éléments hors caisse qui n'ont aucune influence sur le flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont de 749 164\$ (augmentation de 183 191 \$ au 31 décembre 2013). L'utilisation des flux de trésorerie qui a été affecté au fond de roulement d'un montant de 37 428 \$ sur l'exercice a été utilisé de la façon suivant: à la diminution des taxes sur les produits et services à recevoir de 17 990 \$, l'utilisation pour des frais payés d'avance de 2 743 \$, l'utilisation pour les avances aux dirigeants ainsi qu'une augmentation des dettes fournisseurs et autres créditeurs de 11 125 \$.

L'utilisation du flux de trésorerie affectée aux activités d'investissement, soit 57 602 \$, est constituée d'ajouts aux actifs d'exploration et d'évaluation de 251 153 \$, la vente de titres négociables d'une société d'exploration minière cotée au montant de 492 075 \$, des crédits d'impôts reçus de 16 416 \$ de crédits d'impôts reçus, les prêts effectués à une société pour 80 000 \$ ainsi que des prêts aux administrateurs, dirigeants et à des sociétés détenus par un administrateur pour un montant de 235 000 \$.

Le flux de trésorerie provenant de l'activité de financement, provient d'émission d'unités dans le cadre de placement privé de 741 750 \$. Il y a eu des frais de financement relatif à ses placements de l'ordre de 9 089\$ ainsi que de la variation nette du dus aux administrateurs, dirigeants et à une société détenue par un administrateur pour de 242 707 \$. Ce montant est l'écart entre le montant selon leur contrat ou la résolution du conseil d'administration moins ce qui a été versés durant l'exercice. La société a généré un flux de trésorerie net de 26 176 \$.

Les besoins de trésorerie de la société pour les périodes intermédiaires subséquentes devraient varier entre 175 000 \$ et 200 000 \$ selon les besoins de chaque intermédiaire.

Tant et aussi longtemps que la société sera au stade d'exploration et développement, elle ne générera pas de liquidité par ses opérations. La capacité de la société de satisfaire à ses obligations courantes et de poursuivre son développement est entièrement tributaire de la capacité de la direction d'obtenir les fonds suffisants dans le cadre de placements privés et autres programmes de financement faisant appel à l'émission d'actions.

La direction est d'avis que s'il ne survient pas d'événements négatifs importants sur les marchés financiers, la société devrait être en mesure de compléter les placements et les financements nécessaires permettant d'avancer ses projets, et ce, pour les 12 prochains mois. La société est à la recherche de financement et elle pourrait conclure un placement privé au courant des prochains mois.

En conclusion, les états financiers ne reflètent pas les ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires si la société était dans l'impossibilité de sécuriser les injections de fonds permettant la continuation de ses activités. Les investisseurs sont avisés que si de tels changements s'avéraient nécessaires, ces ajustements pourraient s'avérer matériels.

ENGAGEMENTS FINANCIERS, ÉVENTUALITÉS ET ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS

La société est sujette à des versements de redevances sur certaines propriétés, advenant leur exploitation commerciale.

La société s'est engagée, en vertu de contrat de location échéant en août 2015, à verser une somme de 8 309 \$ pour un espace de bureau. Les paiements minimums pour la prochaine année s'élèvent à 8 309 \$.

Le 6 février 2012, la société a signé un contrat d'hypothèque immobilière pour garantir un emprunt d'une somme de 180 000 \$ portant intérêt au taux composé de 25 % l'an et le dit contrat d'hypothèque grevant le terrain situé en Beauce. Le 30 juin 2014, la société a prorogé l'échéance du billet jusqu'au 6 février 2016 et a signé un nouveau billet d'un montant de 50 000 \$ selon les mêmes modalités.

Tel que mentionné au notes complémentaires à la section note 6 sur les actifs d'explorations et d'évaluation concernant la transaction avec Golden Hope Mines Limited, la société doit engager sur une période de 18 mois des coûts relatifs à divers travaux, rapports et à l'obtention de certaines autorisations ministérielles estimés à 400 000 \$.

De plus, la société doit verser à « GNH » le solde d'un montant de 34 000 \$ payable, qui était du au plus tard le 9 octobre 2014 (versé le 8 avril 2015).

Comme prévu à l'entente signée le 15 juillet 2014 avec AGORACOM, la société émettra des actions pour les services de publicité en ligne, le marketing et les autres services de publicité inhérents rendus par AGORACOM. Aux termes de l'entente, la société émettra des actions pour une valeur de 12 500 \$ plus TVH pour services rendu jusqu'au 15 octobre 2014. Le nombre d'actions qui devra être émis à la fin de chaque période sera déterminé en utilisant le cours de clôture des actions, à la bourse de croissance TSX, le jour de l'émission du communiqué annonçant tel paiement. L'entente est de 12 mois commençant le 15 juillet 2014, et les services totalisant 50 000 \$ doivent être payés par la société au moyen de paiement trimestriel de 12 500 \$ plus TVH.

Le 24 février 2015, la société a procédé à l'émission de 282 500 actions ordinaires à AGORACOM pour payer le second versement payable en vertu de son entente selon les politiques de règlement de dette de la bourse de croissance TSX.

Le 8 octobre 2014, la société a signé une entente définitive avec Fancamp Exploration Ltd. pour l'acquisition de 29 claims situés dans la municipalité de Saint-Simon-les-Mines dans la région de la Beauce au Québec. À la suite de l'approbation des autorités réglementaires, le 22 janvier 2015, la société a émis 8 M d'unités.

En vertu de cette entente, la société devra effectuer des travaux d'exploration sur une période de 4 ans pour un montant totalisant 400 000 \$ réparti comme suit : pour la première année les 15 premiers mois 50 000 \$, 75 000 \$ pour la deuxième année, 100 000 \$ pour la troisième année et 175 000 \$ pour la quatrième année. Aussi, la société s'est engagée à payer à Fancamp Exploration Ltd une royauté de 3,5 % pour toute la durée de la production d'or ainsi qu'un montant de 500 000 \$ lors du début de la production. De plus, la société devra payer un montant de 25 000 \$ à Fancamp quinze mois suivant la finalisation de l'entente. De plus, la société devra assumer le paiement à un tiers d'une royauté de 1,5 % duquel, au choix de la société, 1 % pourra être racheté pour un montant de 1 000 000 \$.

ENGAGEMENTS FINANCIERS, ÉVENTUALITÉS ET ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS (suite)

Le 24 février 2015, la société a émis 1 100 000 unités (pour une valeur totale de 56 951 \$) pour l'acquisition de 5 claims (propriété Morin située dans la ville de Saint-Augustin-de-Woburn). Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription permet à son détenteur de souscrire à un nombre équivalent d'actions ordinaires de la société à un prix de 0,07 \$ l'action, durant 36 mois suivant la clôture du financement. Un montant de 12 951 \$ lié aux bons de souscription émis sera comptabilisé en augmentation du surplus d'apport.

Le 5 mars 2015, la société a émis 400 000 unités (pour une valeur totale de 36 053 \$) pour l'acquisition de 8 claims de quartz. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription. Chaque bon de souscription permet à son détenteur de souscrire à un nombre équivalent d'actions ordinaires de la société à un prix de 0,07 \$ l'action, durant 36 mois suivant la clôture du financement. Un montant de 14 053 \$ lié aux bons de souscription émis sera comptabilisé en augmentation du surplus d'apport.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

L'établissement d'états financiers annuels conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Des informations sur les hypothèses et les incertitudes aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours du prochain exercice financier sont les suivantes :

- Recouvrabilité des actifs d'exploration et d'évaluation et des immobilisations corporelles;
- Évaluation des crédits d'impôt remboursables relatifs à des ressources et crédits de droits miniers;
- Évaluation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions, des bons de souscription;
- Évaluation de la juste valeur du passif lié aux actions accréditives; et
- Comptabilisation des actifs d'impôt différé et évaluation de la charge d'impôt sur le résultat.

À la date d'autorisation de ces états financiers, de nouvelles normes et interprétations de normes existantes et de nouveaux amendements ont été publiés, mais ne sont pas encore en vigueur, et la société ne les a pas adoptés de façon anticipée.

La direction prévoit que l'ensemble des prises de position sera adopté dans les méthodes comptables de la société au cours du premier exercice débutant après la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. L'information sur les nouvelles normes et interprétations et les nouveaux amendements, qui sont susceptibles d'être pertinents pour les états financiers de la société, est fournie ci-dessous.

CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié IFRS 9 laquelle remplace IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. IFRS 9 introduit des améliorations comprenant un modèle plus logique de classification et d'évaluation des actifs financiers, un modèle unique de dépréciation plus prospectif, fondé sur les pertes de crédits attendues et un modèle de comptabilisation de couverture substantielle modifié. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter de 1er janvier 2018, l'adoption anticipée étant permise. La société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette norme sur ces états financiers.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Étant donné que la société est un émetteur émergent, les dirigeants n'ont pas à faire d'attestation concernant l'établissement et le maintien de contrôle et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, telle que défini dans le Règlement 52-109.

Les dirigeants signataires de l'émetteur ont la responsabilité de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'obtenir suffisamment d'information pour faire les déclarations faites dans les attestations.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers utilisés par la société sont constitués de la trésorerie, des avances aux dirigeants, des dettes fournisseurs et autres créditeurs, du dû aux administrateurs dirigeants et à une société détenue par un administrateur (excluant les salaires et les charges au titre du personnel), et du billet à payer à court terme est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur en raison des échéances à court terme de ces instruments.

La juste valeur des avances aux administrateurs, dirigeants et à des sociétés détenues par un administrateur ou un dirigeant, des avances à une société et du dû aux administrateurs, dirigeants et à une société détenue par un administrateur et les billets à payer à long terme a été estimée en utilisant une analyse des flux monétaires actualisés avec un taux d'intérêt pour des instruments financiers similaires. Les instruments financiers sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie des évaluations de juste valeur.

Au 31 décembre 2014, la trésorerie de la société, qui est libellé en dollars canadiens, était détenue dans un compte à intérêts auprès de la Banque de Montréal.

INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES

- **Information sur les financements**

Au 31 décembre 2014, la société comptait 68 790 576 actions émises et en circulation (54 339 743 au 31 décembre 2013), 23 173 749 bons de souscription (12 047 083 au 31 décembre 2013) et 3 912 500 options (4 337 500 au 31 décembre 2013). Le nombre d'actions après dilution s'établit à 95 876 825. Aucune option et ni bon de souscription n'a été exercé.

- **Information sur les actions en circulation**

Au 29 avril 2015, la société comptait 81 863 076 actions émises et en circulation (68 790 576 au 31 décembre 2014), 32 358 333 bons de souscription (23 173 749 au 31 décembre 2014), 3 912 500 options (3 912 500 au 31 décembre 2013). Le nombre d'actions après dilution s'établit à 118 133 909. Le capital-actions autorisé de la société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour l'intermédiaire finissant le 31 décembre 2015, 150 000 \$ (150 000 \$ au 31 décembre 2014) pour des frais de gestion ont été comptabilisés en vertu d'un contrat avec une société administrée par le Président du conseil d'administration dans le cadre de services de consultation rendus à la société.

Ces opérations sont menées dans le cours normal des activités de la société et sont établies en fonction de leurs valeurs d'échange, soit le montant de la contrepartie convenue entre les parties visées.

De plus, la société a consenti des prêts pour l'acquisition d'actions de la société à des administrateurs et dirigeants de la société.

L'échéance des prêts, d'une valeur nominale de 235 000 \$, est le 23 décembre 2017 et ils portent intérêts à un taux de 1 % (taux effectif de 3 %). Les prêts sont remboursables en entier ou en partie, en tout temps par l'emprunteur, en capital et intérêts dus et échus à la date du remboursement. Les prêts devront être remboursés, en totalité, capital et intérêts, dans le cas où l'emprunteur vendrait avant échéance du prêt les actions du capital-actions de la société. La société pourra retenir, jusqu'à son remboursement intégral, un montant équivalent au total du prêt non remboursé et des intérêts dus et échus, un montant correspondant à ce que la société doit à l'emprunteur.

De plus, la société a des salaires non payés aux administrateurs et aux dirigeants d'une valeur nominale de 528 258 \$. La société a obtenu confirmation que ces derniers ne demanderont pas le remboursement avant les 12 mois et un jour suivant la date de fin d'exercice.

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Relativement aux ordonnances de dispense émises en novembre 2007 par chacune des autorités en valeurs mobilières à travers le Canada, le Chef de la direction et le Chef des finances de la société doivent produire une «Attestation de base relative à l'émetteur émergent» relativement à l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires, y compris les Rapports de gestion.

En comparaison avec le certificat intitulé «Annexe 52-109A2 Attestation des documents annuels et intérimaires», l'«Attestation de base relative à l'émetteur émergent» comprend un «Avis au lecteur» qui déclare que le Chef de la direction et le Chef des finances ne font aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109.

FACTEURS DE RISQUE

- **Risques inhérents aux activités d'exploration minière**

Les activités de la société consistent à acquérir et explorer des propriétés minières dans l'espoir de découvrir des gîtes de minerai économiques. Les propriétés de la société sont présentement au stade de l'exploration et ne contiennent aucun gisement commercialisable connu. Par conséquent, il est peu probable que la société réalisera des bénéfices à court ou moyen terme. Toute rentabilité future des activités de la société est tributaire de la découverte d'un gisement de minerai économique. De plus, même si un gisement de minerai économique est découvert, rien ne garantit qu'il sera mis en production de manière commercialement rentable.

FACTEURS DE RISQUE (suite)

- **Réglementation et exigences environnementales**

Les activités de la société nécessitent l'obtention de permis auprès de diverses autorités gouvernementales et sont régies par des lois et des règlements sur l'exploration, la mise en valeur, l'exploitation, la production, les exportations, les impôts, les normes du travail et la sécurité au travail, ainsi que sur l'environnement et autres questions.

Des coûts supplémentaires et des retards peuvent être occasionnés par la nécessité de se conformer aux lois et règlements. Si la société ne pouvait obtenir ou renouveler les permis ou approbations, elle pourrait être forcée de réduire ou cesser ses activités d'exploration ou de mise en valeur.

- **Besoins en capitaux**

L'exploration, la mise en valeur, le traitement et l'exploitation des propriétés de la société exigeront un financement supplémentaire considérable. Les seules sources de fonds disponibles pour la société sont l'émission de capital-actions additionnel et l'emprunt. Il n'existe aucune assurance que de tels financements seront disponibles, ni qu'ils le seront selon des modalités favorables ou qu'ils seront suffisants pour répondre aux besoins, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les affaires et sur sa situation financière. L'impossibilité d'obtenir un financement suffisant peut entraîner un retard, voire le report indéterminé des travaux d'exploration, de mise en valeur ou de production sur l'une ou l'ensemble des propriétés de la société, et même occasionner la perte de sa participation dans une propriété.

- **Prix des métaux**

Le prix du marché des actions ordinaires de la société, ses résultats financiers ainsi que ses activités d'exploration, de mise en valeur et d'exploitation minière ont déjà subi dans le passé et pourraient éventuellement subir, des répercussions négatives importantes en raison de la chute des prix des métaux communs ou précieux.

- **Risques non assurés**

Les activités de la société sont sujettes à certains risques et dangers, dont des conditions environnementales difficiles, des accidents industriels, des conflits de travail, des conditions géologiques inusitées ou inattendues, des glissements de terrain ou de talus, des éboulements et des phénomènes naturels tels que des conditions météorologiques défavorables, des inondations et des tremblements de terre. De tels événements pourraient occasionner des blessures ou décès, des dommages environnementaux ou autres aux propriétés ou installations de production de la société ou aux propriétés d'autres sociétés, des retards dans l'exploitation minière, des pertes monétaires, et de possibles responsabilités légales.

Permanence de l'entreprise

L'avenir de la société dépend de sa capacité de financer ses activités et de mettre en valeur les actifs qu'elle détient. Le défaut d'obtenir le financement suffisant peut faire en sorte que la société pourrait ne pas être en mesure de poursuivre ses activités, de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs dans le cours normal des activités dans un avenir prévisible.

(s) Patrick Levasseur, Président et chef des opérations

(s) François Rivard, chef des finances

Montréal, le 29 avril 2015